

FÉDÉRATION DE RUSSIE

Amnesty International demande des garanties dans l'affaire Zakaïev

Index AI : EUR 46/057/02

Moscou– Amnesty International demande aux autorités russes de lui fournir l'assurance qu'Akhmed Zakaïev, un envoyé du président tchéchène, ne sera pas soumis à la torture ou à d'autres formes de mauvais traitements, ni condamné à mort, si les autorités danoises l'extradent vers la Fédération de Russie.

L'appel de l'organisation fait suite à l'arrestation d'Akhmed Zakaïev, qui a été appréhendé à Copenhague – où il participait au Congrès mondial tchéchène – après que les autorités russes eurent demandé son extradition.

Une délégation d'Amnesty International rencontrera demain des représentants du ministère public russe, et s'efforcera également d'obtenir l'assurance qu'en cas d'extradition, Akhmed Zakaïev bénéficiera d'un procès conforme aux normes internationales d'équité.

L'organisation appelle les autorités danoises à veiller à ce qu'Akhmed Zakaïev ne soit pas extradé sans avoir obtenu de solides garanties quant au respect de ces droits. Comme dans toute affaire de ce type, Amnesty International s'efforce également de savoir dans quelles conditions se déroule actuellement la détention de cet homme, notamment s'il peut exercer son droit de communiquer de manière confidentielle avec son avocat et d'entrer en contact avec le monde extérieur.

Selon des informations diffusées par la presse, une trentaine d'individus ont été appréhendés à Moscou ces derniers jours, notamment des membres des forces de sécurité et des conseillers politiques, parce qu'ils étaient soupçonnés d'avoir partie liée avec les responsables de la récente prise d'otages qui a eu lieu dans un théâtre de Moscou.

« Comme le confirme notre dernier rapport, si toute personne ayant affaire à des responsables de l'application des lois risque d'être victime de torture ou d'autres formes de mauvais traitements, les Tchétchènes et les membres d'autres minorités ethniques sont tout particulièrement exposés à ce type

d'agissements », a déclaré Irene Khan, secrétaire générale d'Amnesty International.

Le rapport intitulé *Un pays sans véritable justice*, rendu public hier par l'organisation, montre avec force détails que les actes de torture et autres formes de mauvais traitements constituent une pratique généralisée en Fédération de Russie, souvent destinée à extorquer des « aveux ». ●

Pour en savoir plus ou organiser un entretien, vous pouvez prendre contact avec nos attachés de presse à Moscou :

– **pour les médias internationaux :** Judit Arenas (jarenas@amnesty.org) au +44 7778 472 188 (portable au Royaume-Uni) ou au +7 903 286 2561 (portable en Russie) ;

– **pour les médias russes :** Lydia Aroyo (laroyo@amnesty.org) au +44 7798 555 629 (portable au Royaume-Uni) ou au +7 903 113 4874 (portable en Russie).

Vous pouvez également les joindre en passant par le bureau d'Amnesty International à Moscou, au +7 095 291 2904.

Vous trouverez également un ensemble d'éléments (en anglais) destinés à la presse sur le site www.web.amnesty.org/mavp/av.nsf/pages/Russian_press_kit

Enfin, des informations plus précises sur notre campagne consacrée à la Russie sont disponibles sur le site www.amnesty.org/russia

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web : www.amnesty.org